

# LES PRINCIPES ET L'INSOUMISSION

**L**ES dirigeants du P.C.F. citent Lénine pour justifier leur politique de condamnation de l'insoumission.

Ils n'ont aucun droit à cela, parce que :

1° Ils ont préconisé des formes d'action analogues lorsqu'il s'agissait de protester contre la présence de Speidel à Fontainebleau, alors qu'ils ont caché, pendant de longs mois, l'exemple d'ALBAN Liechti qui refusa de porter les armes contre la Révolution Algérienne.

2° Lénine préconisa le départ pour l'armée pour y effectuer un travail antimilitariste de désagrégation, tandis que les dirigeants du P.C.F. ont laissé sans directive et laissés sans directive les soldats qui partent en Algérie, bien que de nombreux jeunes communistes aient demandé des conseils aux responsables.

3° Les citations de Lénine visaient une tout autre situation que celle que nous vivons. C'est au point de vue de l'efficacité que se plaçait Lénine : il fallait être là où se trouvait la classe ouvrière, force décisive pour briser le capitalisme fauteur de guerre. Présentement, la mobilisation ne touche que les jeunes gens de 20 à 23 ans, la classe ouvrière dans sa grande majorité reste dans les usines. La situation est par conséquent différente. Les citations de Lénine visent les cas de mobilisation générale, par conséquent, et elles ne peuvent s'appliquer à notre situation qu'abusivement.

4° Bref, Lénine préconisa la politique DE DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE, de laquelle les dirigeants thoréziens ne disent pas un seul mot, et qui s'applique d'autant mieux à la « guerre d'Algérie » qu'il s'agit du côté algérien d'une guerre révolutionnaire juste.

## L'OPPORTUNISME DE LA C.G.T. DANS LA LUTTE CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE

La direction de la C.G.T. a lâché l'U.N.E.F. pour l'organisation d'une manifestation centrale dans Paris.. Mais là ne s'est pas bornée son action néfaste. Dans le domaine des mots d'ordre contre la guerre d'Algérie, elle fait preuve à l'heure actuelle d'une modération de mauvais aloi.

Les Jeunesses Communistes ont adopté les mots d'ordre de : « Pas d'appel à 18 ans », « Pas d'envoi du contingent en Algérie ».

Pourquoi la C.G.T. n'a-t-elle pas repris ces mots d'ordre ? La défense des jeunes du contingent doit-elle rester l'affaire des seules futures victimes de l'impérialisme français ? Une centrale syndicale doit-elle se contenter de défendre les revendications professionnelles ? L'apolitisme dans les syndicats a heureusement fait son temps dans l'esprit des militants.

Les adhérents de la C.G.T. ne seraient-ils pas d'accord avec les mots d'ordre que nous avons rapportés plus haut ?

Allons donc. Il existe des organisations F.O. et C.F.T.C. qui sont sur le point de les adopter.

Comment se fait-il alors que les dirigeants du P.C.F. ont fait adopter par les J.C. les mots d'ordre de : « Pas d'appel à 18 ans » et « Pas d'envoi du contingent en Algérie » et qu'ils s'opposent, par leur intervention dans les syndicats, à

ce que ces mêmes mots d'ordre deviennent aussi ceux de la C.G.T. ?

L'Union des Jeunesses Communistes est une petite organisation et à ce titre, sa radicalisation ne représente pas un grand danger. Au contraire, la C.G.T. est puissante, et les positions qu'elle adopte peuvent modifier le climat dans le pays.

La politique du P.C.F. et de la C.G.T. est une politique de pression sur De Gaulle et non une politique de lutte contre De Gaulle. Ceci suppose que les actions doivent être limitées, endiguées, ne pas dépasser des objectifs fixés à l'avance, au mépris d'ailleurs des nécessités de la situation.

La C.G.T., qui est la plus importante organisation dans le pays, en se mettant en marche sur des mots d'ordre clairs et précis comme ceux que nous venons de citer, susciterait un mouvement qui irait au-delà des objectifs fixés par la politique de pression sur le gouvernement.

Les militants de la C.G.T. doivent lutter dans leurs organisations pour que leur Centrale ne soit pas à la traîne.

Ils doivent réclamer une politique de lutte effective contre l'impérialisme français.

## LES BUREAUCRATES EN DIFFICULTE

*Nous apprenons que les permanents de l'U.D. de C.G.T. ont distribué un tract aux étudiants pour « justifier » leur lâchage le 27 octobre 1960.*

*Nous ne voulons pas commenter ce texte en détail, il n'en vaut pas la peine. Les véritables raisons de l'attitude du P.C.F. et de la C.G.T. ont été exposées dans les pages 8 et 9 de ce numéro.*

*En réalité, il est sûr que des remous importants agitent en ce moment la C.G.T. Les décisions de Hénaff, inspirées par Frachon et Thorez, envers la manifestation organisée par l'U.N.E.F., sont discutées, remises en cause. Chez les étudiants, c'est encore bien pis ; il y a des courants importants tendant à mettre dans le même sac toutes les vieilles organisations. Il y a là un péril pour les bureaucrates postalinien.*

*Pour y parer, ils veulent amadouer les étudiants et reprendre en main la C.G.T. Chez Renault, par exemple, les bureaucrates voient des trotskystes partout, à la C.F.T.C. même et dans les syndicats indépendants.*

*Cette nouvelle « chasse aux sorcières » prouvent que les « prestigieux dirigeants ouvriers » ont peur des mouvements futurs, préparés par la nouvelle politisation de la jeunesse et des couches de travailleurs.*

*La politisation touche leurs propres organisations, dans lesquelles commencent à se manifester, une nouvelle fois, des foyers de mécontentement, malsains à leurs yeux. Ils ne se sentent pas les capacités de les réduire démocratiquement par l'argumentation.*

*Toute fermentation politique dans la C.G.T. rend inquiets les dirigeants stalinien qui, en perdant le contrôle, craignent de perdre le contrôle de la classe ouvrière.*

*Les interventions sectaires des bureaucrates vont dans certains cas, comme chez Renault, jusqu'à provoquer la rupture de l'Unité d'Action.*

*Mais nous ne sommes plus en 1945-46, le prestige des chefs en a pris un coup. Les manœuvres auxquelles ils ont eu recours dans le passé, dans un climat qui leur était plus favorable, ne pourront pas se répéter sans dégâts pour eux.*

*C'est en effet comme un signe de faiblesse qu'il faut interpréter ce nouveau SECTARISME qui n'est que la couverture d'une politique profondément OPPORTUNISTE de grandeur nationale et de temporisation envers le gouvernement.*